Le ministre des Finances Michael Wilson



Né à Toronto en 1937, M. Wilson a obtenu un baccalauréat en commerce de l'Université de Toronto en 1959. Il a travaillé ensuite dans le secteur des services bancaires d'investissement à Londres, New York et Toronto. Il a également travaillé au ministère des Finances à Ottawa pendant deux ans.

En 1973, il devient vice-président exécutif à la Dominion Securities et est chargé des finances internationales et publiques, ainsi que du financement des entreprises, fonction qu'il exercera jusqu'à son élection comme député en 1979.

Élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1979 pour y représenter la circonscription torontoise d'Etobicoke Centre, M. Wilson a occupé le poste de ministre d'État au Commerce extérieur dans le gouvernement de M. Clark. Entre 1980 et 1984, il a été critique de l'Opposition en matière d'industrie et de commerce d'abord, puis d'énergie, d'expansion industrielle régionale et enfin de finances. En 1983, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur.

M. Wilson a été réélu à la Chambre des communes lors des élections générales de 1980, 1984 et 1988. En 1984, M. Mulroney le nommait ministre des Finances et il l'a confirmé dans ces fonctions à l'issue des élections générales de 1988.

En sa qualité de ministre des Finances, M. Wilson a participé de près à la négociation de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Il est connu pour son opposition à l'intervention de l'État dans l'économie et pour son rôle dans la modernisation du régime fiscal canadien.

M. Wilson a représenté le Canada aux cinq derniers sommets économiques. Il a prôné l'intégration des préoccupations environnementales à la prise de décisions économiques devant les dirigeants d'institutions financières internationales. Au Canada, il est membre de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie.

M. Wilson est actuellement président du Comité intérimaire du Fonds monétaire international, qui a pour rôle d'élaborer les politiques du FMI.